



Foncière Euris

Rapport financier
Semestriel

2011

Paris, le 29 juillet 2011



Sommaire

Chiffres clés	3
Attestation du responsable du rapport financier semestriel	4
Rapport semestriel d'activité	5
Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2011 *	11
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011	33

* Les situations intermédiaires aux 30 juin 2011 et 2010 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes

Chiffres clés

Compte de résultat consolidé (en M€)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Chiffre d'affaires	16 481	13 913
Résultat opérationnel courant	561	523
Résultat net des activités poursuivies	33	77
Résultat net des activités abandonnées	(1)	(8)
Résultat net de l'ensemble consolidé	32	69
<i>dont part du groupe</i>	<i>(40)</i>	<i>(41)</i>



Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 29 juillet 2011

Michel SAVART
Président Directeur Général

Rapport semestriel d'activité

■ Comptes consolidés

Les états financiers au 30 juin 2011 du groupe Foncière Euris sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011.

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2010.

■ Faits marquants du 1^{er} semestre 2011 et événements postérieurs au 30 juin 2011

■ Rallye

Renforcement au capital de Casino

Rallye a acquis fin avril/début mai 2011 2 897 280 actions Casino pour un montant de 212 M€ portant sa participation de 48,48% à 51,30% en capital et de 60,38% à 62,84% en droits de vote.

Paiement du dividende en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Rallye du 4 mai 2011 a décidé le versement d'un dividende de 1,83 € par action au titre de l'exercice 2010, stable par rapport au dividende 2009. Un acompte de 0,80 € par action a été mis en paiement le 7 octobre 2010, le solde s'élevant ainsi à 1,03 €. Il a été décidé que ce solde pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société. 87,07% des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions.

Cette opération permet à Rallye de renforcer ses fonds propres de 39 M€ par la création de 1 321 416 actions nouvelles (2,9% du capital), portant jouissance au 1^{er} janvier 2011 et assimilées aux actions en circulation de la société.

Foncière Euris s'est associée à cette opération en optant pour le paiement en actions.

■ Casino

Plusieurs événements ont également marqué le début d'année 2011 chez Casino :

Casino rachète la participation des frères Charle dans Cdiscount

Le 6 janvier 2011, Casino a annoncé le rachat de la participation résiduelle de 16,56% des frères Charle dans Cdiscount. Le Groupe détient désormais 99,6% du capital du site de e-commerce. Les frères Charle, qui ont émis le souhait de poursuivre d'autres projets professionnels, abandonnent également leurs fonctions opérationnelles au sein de Cdiscount dont la Direction continue d'être assurée par Olivier Marcheteau, Président du conseil d'administration et Emmanuel Grenier, Directeur Général.

Acquisition des activités de Carrefour en Thaïlande

L'accord signé en novembre 2010 avec Carrefour s'est concrétisé le 7 janvier 2011 par le rachat des activités de Carrefour Thaïlande par Big C Thaïlande. Cette acquisition, qui porte sur un portefeuille de 42 magasins (dont 34 hypermarchés) et 37 galeries marchandes, permet à Big C de devenir le co-leader sur le segment des hypermarchés.

L'acquisition des magasins et galeries marchandes s'est réalisée pour un montant de 868 M€

Litige avec la famille Baud

Le 10 février 2011, après la première décision favorable à Casino de juillet 2009, le Tribunal arbitral a rejeté la demande par la famille Baud de paiement des dividendes Franprix et Leader Price au titre des années 2006 et 2007, en raison des anomalies et irrégularités constatées dans les comptes. Ainsi, Casino, conformément à la décision du Tribunal, n'a versé que 34 M€ correspondant (1) aux dividendes des sociétés Franprix et Leader Price au titre de l'année 2008, (2) à un complément de prix de cession des titres Franprix et Leader Price, précédemment acquis par Casino (3) aux intérêts moratoires, au delà des 18 M€ d'intérêts déjà payés à la famille Baud. Ce montant de 34 M€ est très largement inférieur aux 67 M€ enregistrés antérieurement en « Autres dettes courantes ».

Opération d'échange obligataire 2011

Le 18 mai 2011, Casino a procédé avec succès à une nouvelle émission obligataire de 850 M€ à 10 ans. A ce titre, 300 M€ des obligations venant à échéance en février 2012 (coupon de 6,0%), avril 2013 (coupon de 6,375%) et avril 2014 (coupon de 4,875%) ont été échangés. La nouvelle émission d'un montant de 850 M€ à échéance 2021 comporte un coupon de 4,726%, équivalent à mid swap + 130 points de base. Largement sursouscrite, elle a également permis de lever 530 M€ de ressources complémentaires. La maturité moyenne de la dette obligataire du Groupe est allongée à 4,6 années (contre 3,4 années précédemment) et son coût moyen de financement optimisé.

Augmentation de la participation dans GPA et situation du groupe GPA (Grupo Pão de Açúcar)

L'assemblée générale de GPA (nom commercial de CBD) a approuvé le 31 Mars 2011 l'émission au profit de Casino de 1,4 million d'actions préférentielles au cours de 62,43 Reais par action¹, soit un montant équivalent à 85 millions de Reais (36 M€). Cette émission a été finalisée en mai après l'exercice des droits de préemption des actionnaires de GPA. Casino a reçu 626 360 actions et 45 millions de Reais en numéraire.

Cette opération fait suite à celles annoncées le 4 mai 2009 et le 21 juin 2010 ; elle s'inscrit dans le cadre de l'accord signé en mai 2005 avec la famille d'Abilio Diniz aux termes duquel le groupe Casino a apporté à GPA, fin 2006, le goodwill d'acquisition généré à l'occasion de ses prises de participations successives dans la société. L'amortissement du goodwill apporté à GPA engendre chaque année depuis 2008 et pour une durée estimée de 6 ans une économie d'impôts pour cette société. En échange de cet apport, GPA s'est engagée à rétrocéder à Casino 80% de l'économie fiscale réalisée via l'émission d'actions préférentielles nouvelles au profit de Casino.

Le 31 mai 2011, Casino, ayant pris connaissance dans la presse de négociations entamées entre le groupe Carrefour et le groupe Diniz en vue de la fusion de CBD et de Carrefour Brésil, a saisi la Chambre de Commerce Internationale d'une procédure d'arbitrage à l'encontre du groupe Diniz sollicitant notamment le respect et la bonne exécution du pacte entre actionnaires du 27 novembre 2006 relatif à leur société commune Wilkes, laquelle contrôle la société brésilienne CBD.

Au cours du mois de juin, le groupe Casino a acquis 9 millions d'actions préférentielles (soit 3,4% du capital de GPA), pour un montant de 382 M\$ (soit 264 M€), portant sa participation à 37,1% du capital de GPA. Postérieurement au 30 juin 2011, le Groupe a acquis 15,8 millions d'actions préférentielles complémentaires (soit 6,1% du capital de GPA), pour un montant de 792 M\$ (soit 547 M€), portant sa participation à 43,2% du capital de GPA.

¹ Cours moyen pondéré par les volumes des 15 dernières séances avant la date de convocation de l'assemblée générale.

A travers ces augmentations de participation, le Groupe réaffirme son engagement dans GPA et sa confiance dans son équipe de direction. Casino démontre ainsi sa volonté de renforcer sur le long terme le développement de GPA ainsi que les positions du Groupe sur les marchés à forte croissance.

Ces acquisitions ne modifient pas le contrôle de GPA, qui continue à être exercé par Wilkes, selon les dispositions prévues à la fois par le pacte d'actionnaires de Wilkes, daté du 27 novembre 2006, et par celui de GPA, daté du 20 décembre 2006.

Le Conseil d'Administration de Casino Guichard-Perrachon s'est réuni le 12 juillet 2011 en vue d'examiner les termes de la proposition financière projetée par Gama 2 SPE Empreendimentos e Participações, Monsieur Abilio Diniz et Carrefour relative au projet de fusion de GPA avec les activités de Carrefour au Brésil et d'une prise de participation minoritaire dans Carrefour SA, rendue public le 28 juin 2011.

A l'issue de ses travaux, le Conseil d'Administration a constaté à l'unanimité, à l'exception de Monsieur Abilio Diniz, que le projet est contraire aux intérêts de GPA, de l'ensemble de ses actionnaires et de Casino.

Le Conseil d'Administration a réaffirmé par ailleurs son attachement à la politique de développement international de Casino centrée sur les pays à forte croissance, comme récemment illustré par l'acquisition des activités de Carrefour en Thaïlande et le renforcement au capital de GPA.

Il a également réaffirmé son engagement stratégique en faveur du Brésil, qui constitue un axe de développement majeur du groupe, et de GPA (dont Casino est le premier actionnaire avec 43,2% du capital et détient le co-contrôle via Wilkes).

Le 13 juillet 2011, le groupe Casino a pris acte du retrait par Monsieur Abilio Diniz, BTG Pactual et Carrefour de leur projet.

Casino renforce son intégration en Amérique latine

Le 29 juin 2011, Exito a annoncé la signature d'un contrat d'acquisition de la participation de Casino dans Disco et Devoto (filiales uruguayennes) pour une valeur totale de 746 M\$ (520 M€).

La transaction devrait avoir un impact positif sur le résultat net par action d'Exito dès la première année. L'impact sur le BNPA devrait être neutre pour Casino.

Dans le même temps, en vue de financer son plan d'expansion, incluant l'acquisition des participations de Casino dans Disco et Devoto, Exito a annoncé son intention de procéder à une augmentation de capital en Colombie d'un montant maximum de 1,4 Md US\$. Casino, qui détient 54,8% d'Exito, prévoit de souscrire à l'augmentation de capital à hauteur de sa quote-part, maintenant ainsi sa participation de contrôle dans la société.

Cette double opération témoigne des ambitions stratégiques du Groupe en Amérique latine hispanique, une des zones clés de son développement.

L'opération d'acquisition et l'augmentation de capital ont été approuvées par les actionnaires d'Exito au cours d'une assemblée générale qui a eu lieu le 6 juillet 2011.

La finalisation de l'acquisition est attendue dans le courant du second semestre après la réalisation de conditions suspensives usuelles en la matière et le placement des actions Exito sur le marché.

■ Résultats

Le chiffre d'affaires hors taxes du 1^{er} semestre 2011 est en forte hausse (18,5 %) et s'établit à 16 481 M€ contre 13 913 M€ en 2010 ; celui-ci s'élève à 8 469 M€ sur le 2^{ème} trimestre 2011 contre 7 135 M€ en 2010, soit une progression de 18,7%.

- Le chiffre d'affaires de la grande distribution (groupe Casino) s'élève à 16 144 M€ contre 13 589 M€ au 30 juin 2010, soit une forte hausse de 18,8 % ; il convient de noter que l'impact des variations de périmètre sur le chiffre d'affaires est positif de +11,2% sous l'effet principalement de la consolidation de Casas Bahia au sein de GPA et de l'intégration des opérations de Carrefour Thaïlande par Big C.

Le 1^{er} semestre a été marqué par une accélération de la croissance des ventes en France, en hausse de +3,7% en organique, +2,2% hors essence (contre respectivement +1,8% et +0,6% en 2010).

Les ventes de l'International enregistrent une très forte croissance de +41,0%.

Les variations de périmètre au Brésil (consolidation de Casas Bahia au sein de GPA) et en Thaïlande (intégration des opérations de Carrefour Thaïlande au sein de Big C) ont eu un effet positif de +26,8%. L'impact change a été favorable de +1,5%, l'appréciation, au 1^{er} trimestre, des devises brésilienne, colombienne et thaïlandaise par rapport à l'euro ayant été en partie compensée par la baisse de l'ensemble des devises au 2^{ème} trimestre.

Retraînée de ces effets, la croissance organique de l'International s'est maintenue sur un rythme à deux chiffres (+12,8%), tant en Amérique du Sud qu'en Asie. Sur le 1^{er} semestre 2011, les activités internationales représentent 44% du chiffre d'affaires et 53% du ROC.

- Le chiffre d'affaires de la distribution d'articles de sport (Groupe Go Sport) s'élève à 328 M€ en augmentation de 5,4 % au 1^{er} semestre 2011, cette hausse intervient malgré un début d'année difficile pour l'ensemble du marché. Le ROC et le résultat net sont quasi-stables par rapport au 1^{er} semestre 2010, soit respectivement -11M€ et -14 M€ en 2011, contre -12 M€ et -15 M€

Le **résultat opérationnel courant (ROC)** s'élève à 561 M€ sur le 1^{er} semestre 2011, contre 523 M€ en 2010 (+7,3%). Il comprend principalement le net accroissement du ROC du groupe de distribution Casino qui enregistre une hausse de 5,6 %, porté par la forte croissance du résultat de l'international.

Les **autres produits et charges opérationnels** se traduisent par une charge nette de -134 M€ contre -70 M€ à fin juin 2010.

La charge nette constatée au 1^{er} semestre 2011 comprend notamment :

- des coûts d'intégration de Nova Casas Bahia et Carrefour Thaïlande pour -22 M€
- des pertes de valeurs d'actifs pour -18 M€ (dont -11 M€ sur le portefeuille d'investissements de private equity),
- des provisions pour restructuration pour -42 M€ (concernant principalement les secteurs Casino France et Franprix-Leader price pour 18 M€ chacun),
- une taxe sur le patrimoine (Colombie) à hauteur de -72 M€
- et des résultats sur prises ou pertes de contrôle (35 M€).

La charge nette constatée au 1^{er} semestre 2010 comprenait notamment :

- des résultats sur cession d'actifs pour 17 M€ (dont 14 M€ de plus-values Franprix-Leader Price),
- des pertes de valeurs d'actifs pour 18 M€ (dont -14 M€ sur le portefeuille d'investissements de private equity),
- des provisions pour restructuration pour -36 M€ (résultant principalement de la rationalisation des réseaux de magasins du segment Casino France),
- et des provisions pour risques divers (-21 M€).

Le poste « **Coût de l'endettement financier net** » augmente de 71 M€ et s'élève à -330 M€ en 2011 ; cette variation enregistre notamment les effets des récentes acquisitions.

La **quote-part du résultat net des entreprises associées** s'est élevée à -7 M€ (contre 11 M€ au premier semestre 2010).

Le **résultat net des activités poursuivies** s'est établi à 33 M€ au 30/06/2011 (contre 77 M€ au 30/06/2010), la part du groupe dans cet agrégat correspond à une perte de -40 M€ au 1^{er} semestre 2011, contre une perte de -39 M€ en 2010.

Le **résultat net part du groupe de l'ensemble consolidé** du 1^{er} semestre 2011 enregistre une perte de -40 M€ (contre -41 M€ au 1^{er} semestre 2010), soit une perte nette de 4,2 € par action.

■ Évolution des flux de trésorerie

La **capacité d'autofinancement** du Groupe s'élève à 405 M€ en 2011, en diminution par rapport au niveau constaté au 1^{er} semestre 2010 (485 M€) ; au cours de la période, on constate un retrait du résultat net consolidé (variation de -37 M€ par rapport à 2010), due notamment à une augmentation du coût de l'endettement financier net.

Sous l'effet de la saisonnalité, la **variation du besoin en fonds de roulement** est négative (-729 M€) mais dans une moindre mesure que la variation observée en 2010 (-874 M€).

La CAF et la variation du BFR, retraitées du coût de l'endettement financier net et des impôts non versés sur le 1^{er} semestre 2011, portent le **flux de trésorerie généré par l'activité** à -100 M€, en amélioration par rapport à celui atteint en 2010 (-174 M€).

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement** se caractérise par un décaissement net de 1 784 M€ sur la période (contre un décaissement de 364 M€ en 2010). Outre les investissements récurrents en immobiliers (immobilisations corporelles ou immeubles de placement), ce décaissement est consécutif notamment à l'acquisition des activités thaïlandaises de Carrefour (-943 M€) et au renforcement du Groupe dans GPA (-203 M€).

Le Groupe dégage ainsi un **flux de trésorerie disponible** négatif (-1 884 M€ en 2011) contre un montant de -538 M€ en 2010.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations de financement** se solde par un encaissement net de 493 M€ (contre un décaissement de 451 M€ au 30 juin 2010). Ce flux intègre les dividendes versés pour un montant total de -248 M€ identique à 2010 ; ceux-ci comprennent notamment l'ensemble des dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées du Groupe, dont -230 M€ relatifs à Casino et ses filiales.

Par ailleurs, ce flux comprend les opérations réalisées avec des actionnaires minoritaires des filiales (-292 M€ en 2011, dont -212 M€ liés au renforcement dans le capital de Casino).

L'ensemble des variations de périmètre ont nécessité des financements adaptés, les dettes financières observent une augmentation de 1 160 M€ sur la période.

La **trésorerie nette** enregistre une nette diminution de 1 425 M€ pour s'établir à 1 665 M€ au 30 juin 2011.

■ Structure financière

Au 30 juin 2011, l'ensemble des postes du bilan consolidé enregistre les effets de la consolidation des activités thaïlandaises de Carrefour (voir note 3.1), ainsi le **total du bilan consolidé** s'élève à 30 113 M€ contre 28 689 M€ au 31 décembre 2010, soit une augmentation de 1 424 M€ sur la période. Les principales augmentations sont observées à l'actif aux postes « Goodwill », « Immobilisations corporelles », « Stocks » et « Actifs détenus en vue de la vente », a contrario le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » enregistre une nette baisse. Au passif, les principales augmentations se situent aux niveaux des passifs financiers courants et des passifs associés à des actifs en vue de la vente.

La nette progression des goodwill (+ 1 026 M€) par rapport au 31 décembre 2010 s'explique principalement par les acquisitions de Carrefour en Thaïlande (628 M€), des achats de filiales du sous-groupe Franprix-Leader Price (219 M€) et de l'augmentation de la participation dans GPA (182 M€).

Parmi les actifs non courants, le poste « Actifs financiers » intègre, pour leur juste valeur, les investissements financiers autres que ceux à caractère immobilier.

Les **capitaux propres consolidés** se montent à 6 881 M€, dont 649 M€ pour la part du groupe et 6 232 M€ pour la part des actionnaires minoritaires et des porteurs de TSSDI Casino.

Les **capitaux propres part du groupe** enregistrent une diminution (-131 M€) s'expliquant notamment par le résultat net part du groupe (-40 M€), les dividendes versés par Foncière Euris (-21 M€), l'impact des variations de périmètre (-51 M€) et les écarts de conversion sur filiales étrangères (-34 M€).

Les **intérêts minoritaires** dans les capitaux propres diminuent de -598 M€ cette variation est notamment due à leur part dans le résultat net (72 M€), dans les dividendes versés (-248 M€), dans les écarts de conversion (-118 M€) et l'impact net des variations de périmètre (-193 M€).

La **dette financière nette** s'élève à 10 216 M€ contre 7 015 M€ au 31 décembre 2010 ; au 30 juin 2010, elle s'était élevée à 8 530 M€ soit une augmentation de 1 686 M€ sur 12 mois glissants ; l'évolution de la dette au 1^{er} semestre 2011 est impactée en grande partie par les opérations de croissance externe en Thaïlande et au Brésil.

Les contributions à la dette financière nette consolidée du Groupe sont réparties comme suit :

- Groupe Casino : 6 783 M€ au 30 juin 2011, contre 3 845 M€ au 31 décembre 2010,
- Groupe GO Sport : 107 M€ contre 31 M€
- Rallye Holding : 2 794 M€ contre 2 591 M€
- Foncière Euris Holding : 421 M€ contre 431 M€ en 2010,
- Les filiales d'investissements du Groupe : 111 M€ contre 117 M€, correspondant à des financements spécifiquement dédiés à des projets immobiliers et, pour l'essentiel, sans recours contre les holdings.

■ Résultat de la société mère

Le bénéfice de la société Foncière Euris s'élève à 20,6 M€ contre 16,2 M€ au 30 juin 2010.

Outre les dividendes à hauteur de 26,3 M€ le résultat au 30 juin 2011 enregistre notamment des profits sur cession de valeurs mobilières de placement pour 5,4 M€ et des charges financières nettes pour -8,0 M€

■ Perspectives 2011 – Risques et incertitudes sur les 6 mois à venir

Le Groupe Foncière Euris bénéficie d'une bonne structure financière, notamment à travers sa filiale Rallye qui a renforcé sa situation de liquidité, avec près de 2,3 Mds € de ressources disponibles, dont 1,7 Md € de lignes de crédit confirmées, non utilisées et immédiatement disponibles, et près de 600 M€ de disponibilités. La maturité de la dette de cette dernière a été rallongée au cours du premier semestre grâce au renouvellement du crédit syndiqué pour une durée de 5 ans.

Rallye dispose d'un portefeuille d'actifs aux fondamentaux solides ; le Groupe continuera de jouer son rôle d'actionnaire majoritaire de Casino et de valoriser ses participations :

- Casino est confiant dans sa capacité à délivrer une croissance annuelle du chiffre d'affaires supérieure à +10% sur les trois prochaines années.

Au deuxième semestre 2011, il entend poursuivre l'accélération de sa transformation, et confirme ainsi les objectifs fixés en début d'année pour 2011 :

- Renforcement de la part de marché du Groupe en France, grâce notamment à la poursuite de l'expansion sur les formats de proximité et de discount,
- Progression de la marge de Franprix-Leader Price,
- Maintien à l'international d'une croissance organique élevée et rentable,
- Objectif de cessions et opérations financières porté à plus d'1 Md€ (contre 700 M€), dont 680 M€ déjà engagés.

De surcroît, le groupe Casino se fixe pour objectif de maintenir son ratio dette nette/EBITDA à un niveau inférieur à 2,2x à fin 2011.

- Groupe GO Sport, conforté par les résultats très encourageants des nouveaux concepts GO Sport et Courir dans les magasins remodelés, entend continuer la mise en œuvre de son plan d'actions axé sur la différenciation de l'offre via notamment le déploiement du nouveau concept, le renforcement de la relation client et la maîtrise des coûts et des investissements tant chez GO Sport que chez Courir.
- Concernant le portefeuille d'investissements, les cessions vont être poursuivies, tant en Private Equity en fonction des conditions de marché, qu'en immobilier commercial. Au cours du 1er semestre 2011, Rallye a cédé 7 lignes de son portefeuille, principalement dans les segments LBO / Capital développement et énergie, en Europe et aux US, pour un total de 20 M€ avec des prix de cessions sensiblement supérieurs à leur valorisation dans le portefeuille de Rallye générant d'importants retours sur capitaux investis. Par ailleurs, des investissements financiers sont actuellement en cours de cession, ils devraient permettre à Rallye d'encaisser un montant de 11 M€ et feraient ressortir des multiples élevés sur capitaux propres.

Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2011 *

Compte de résultat consolidé	12
Etat consolidé des produits et des charges comptabilisés	13
Bilan consolidé	14
Tableau de flux de trésorerie consolidés	15
Variations des capitaux propres consolidés	17
Annexe aux comptes consolidés	18

* Les situations intermédiaires aux 30 juin 2011 et 2010 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)

	Notes	1 ^{er} semestre	
		2011	2010
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires	4	16 481	13 913
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(12 210)	(10 327)
Marge commerciale		4 271	3 586
Autres revenus		174	123
Coût des ventes	5	(3 170)	(2 585)
Frais généraux et administratifs	5	(714)	(601)
Résultat opérationnel courant	4	561	523
Autres produits opérationnels	6	104	31
Autres charges opérationnelles	6	(238)	(101)
Résultat opérationnel		427	453
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	38	17
Coût de l'endettement financier brut	7	(368)	(276)
Coût de l'endettement financier net		(330)	(259)
Autres produits financiers	7	110	38
Autres charges financières	7	(114)	(57)
Résultat avant impôt		93	175
Charge d'impôt	8	(53)	(109)
Quote-part du résultat net des entreprises associées		(7)	11
Résultat net des activités poursuivies		33	77
<i>Part du groupe</i>		(40)	(39)
<i>Intérêts minoritaires</i>		73	116
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées		(1)	(8)
<i>Part du groupe</i>			(2)
<i>Intérêts minoritaires</i>		(1)	(6)
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		32	69
<i>Part du groupe</i>		(40)	(41)
<i>Intérêts minoritaires</i>		72	110

Par action, en euros :

Résultat net de l'ensemble consolidé, part du groupe, avant dilution	(4,2)	(4,3)
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du groupe, après dilution	(4,2)	(4,3)
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe, avant dilution	(4,2)	(4,0)
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe, après dilution	(4,2)	(4,0)

Etat consolidé des produits et des charges comptabilisés

	(en millions d'euros)	
	1 ^{er} semestre	
	2011	2010
Résultat net de l'ensemble consolidé	32	69
Écarts de conversion des activités à l'étranger (1)	(152)	717
Ecarts actuariels	14	
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	29	20
Comptabilité de couverture de flux de trésorerie	(3)	18
Effet d'impôt sur les produits et charges directement reconnus en capitaux propres	(8)	(7)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôts	(120)	748
Résultat des produits et charges comptabilisés sur la période, nets d'impôts	(88)	817
<i>Dont, part du groupe</i>	<i>(57)</i>	<i>115</i>
<i>Dont, intérêts minoritaires</i>	<i>(31)</i>	<i>702</i>

(1) La variation négative du 1^{er} semestre 2011 de 152 M€ résulte principalement de la dépréciation des monnaies thaïlandaise et brésilienne à hauteur respectivement de 64 M€ et 49 M€. Au cours du 1^{er} semestre 2010, la variation résultait principalement de l'appréciation des monnaies brésilienne, colombienne et thaïlandaise à hauteur de respectivement de 253 M€, 369 M€ et 108 M€.

Bilan consolidé

(en millions d'euros)

ACTIF	Notes	30/06/2011	31/12/2010
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	9	8 711	7 685
Immobilisations incorporelles	9	1 214	1 188
Immobilisations corporelles	9	6 552	6 207
Immeubles de placement	9	1 683	1 621
Participations dans les entreprises associées		102	163
Actifs financiers		1 205	1 003
Actifs financiers de couverture		71	154
Actifs d'impôts différés		189	136
Total des actifs non courants		19 727	18 157
ACTIFS COURANTS			
Stocks		3 348	3 065
Clients		1 875	1 754
Autres créances		1 947	1 829
Créances d'impôts		84	86
Autres actifs financiers		244	311
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	2 342	3 438
Actifs détenus en vue de la vente	11	546	49
Total des actifs courants		10 386	10 532
TOTAL DE L'ACTIF		30 113	28 689
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
CAPITAUX PROPRES			
Capital		150	150
Primes et réserves		5 891	6 001
Ecart de conversion		808	960
Résultat consolidé		32	499
Total des Capitaux Propres	12	6 881	7 610
<i>Dont Part du groupe</i>		<i>649</i>	<i>780</i>
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>		<i>6 232</i>	<i>6 830</i>
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions à long terme		326	322
Passifs financiers	13	8 765	8 703
Autres dettes		362	269
Passifs d'impôts différés		454	457
Total des passifs non courants		9 907	9 751
PASSIFS COURANTS			
Provisions à court terme		274	282
Dettes fournisseurs		4 640	4 993
Autres passifs financiers	13	4 375	2 597
Dettes d'impôts exigibles		46	64
Autres dettes		3 736	3 392
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	11	254	
Total des passifs courants		13 325	11 328
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		30 113	28 689

Tableau de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre	
	2011	2010
FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE :		
Résultat net de l'ensemble consolidé (y compris intérêts minoritaires)	32	69
Dotations aux amortissements et provisions	396	391
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	3	12
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	10	12
Autres produits et charges calculés	(58)	42
Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables	351	457
Résultat sur cessions d'actifs	12	(33)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle	1	
Quote-part du résultat net des entreprises associées	7	(11)
Dividendes reçus des entreprises associées	2	3
Capacité d'autofinancement (CAF)	405	485
Coût de l'endettement financier net (hors variation de juste valeur et amortissements)	305	235
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	52	108
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt	762	828
Impôts versés	(133)	(128)
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR) (1)	(729)	(874)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	(100)	(174)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT :		
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement	(534)	(367)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement	28	26
Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers	(48)	(18)
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers	12	28
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle ou avec des participations ne donnant pas le contrôle (2)	(1 241)	(30)
Variation des prêts et avances consentis	(1)	(3)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(1 784)	(364)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT :		
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(236)	(234)
Dividendes versés aux porteurs de titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI)	(12)	(14)
Augmentations et réductions de capital en numéraire	(3)	5
Sommes reçues lors de l'exercice de stocks-options	2	4
Autres opérations avec des actionnaires minoritaires	(292)	(168)
Achats et ventes d'actions autodétenues	(131)	(5)
Acquisitions et cessions de placements financiers	5	
Augmentations des emprunts et dettes financières	2 314	1 368
Diminutions des emprunts et dettes financières	(785)	(1 131)
Intérêts financiers nets versés	(369)	(276)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	493	(451)
Incidence des variations de cours des devises (D)	(35)	96
Variation de la trésorerie nette (A+B+C+D)	(1 426)	(893)
Trésorerie nette d'ouverture (E)	3 097	2 895
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente		
Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan (note 10)	3 097	2 895
Trésorerie nette de clôture (F)	1 671	2 002
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente	(6)	
Trésorerie nette de clôture présentée au bilan (note 10)	1 665	2 002
Variation de la trésorerie nette (F-E)	(1 426)	(893)

(1) Variation du BFR :

	1 ^{er} semestre	
	2011	2010
Stocks	(172)	(79)
Fournisseurs	(562)	(600)
Créances clients et comptes rattachés	140	37
Créances liées aux activités de crédit	(172)	42
Financement des activités de crédit	222	(18)
Autres	(185)	(256)
Variation du BFR	(729)	(874)

(2) Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle ou avec des participations ne donnant pas le contrôle :

	1 ^{er} semestre	
	2011	2010
Prix de cession des titres, dont :	79	14
<i>Cession Venezuela</i>	79	
<i>Shopping Property Fund 1 (variation du pourcentage de détention)</i>		9
<i>GPA (variation du pourcentage de détention)</i>		3
Prix d'acquisition des titres, dont :	(1 464)	(22)
<i>Big C Thaïlande - acquisition activités Carrefour</i>	(1 018)	
<i>GPA (variation du pourcentage de détention)</i>	(263)	
<i>Sous-groupe Distribution Casino France</i>	(41)	
<i>Sous-groupe Franprix - Leader Price (entrées de périmètre)</i>	(108)	(6)
<i>Sous-groupe Actifs Magasins</i>	(34)	
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées, dont :	144	(22)
<i>Activités de Carrefour Thaïlande (prise de contrôle)</i>	75	
<i>GPA (variation de pourcentage de détention)</i>	60	
<i>Sous-groupe Franprix - Leader Price</i>	5	3
<i>Sous-groupe Distribution Casino France</i>	3	
<i>Perte de contrôle des entités vénézuéliennes</i>		(21)
Total	(1 241)	(30)

Variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Titres de l'entreprise consolidante	Réserves et résultats consolidés (1)	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Total Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 01/01/2010	150	218	(16)	210		118		11	691	5 893	6 584
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					4	145		7	156	592	748
Résultat de la période				(41)					(41)	110	69
Total des produits et charges comptabilisés				(41)	4	145		7	115	702	817
Opérations sur capital (2)										(134)	(134)
Opérations sur titres autodétenus			(1)						(1)	(2)	(3)
Dividendes versés				(21)					(21)	(242)	(263)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (3)				(2)					(2)	(5)	(7)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales										(11)	(11)
Autres mouvements				(4)					(4)	(10)	(14)
Capitaux propres au 30/06/2010	150	218	(17)	142	4	263		18	778	6 191	6 969
Capitaux propres au 01/01/2011	150	218	(17)	159	(10)	246	(2)	36	780	6 830	7 610
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						(34)	3	14	(17)	(103)	(120)
Résultat de la période				(40)					(40)	72	32
Total des produits et charges comptabilisés				(40)		(34)	3	14	(57)	(31)	(88)
Opérations sur capital										13	13
Opérations sur titres autodétenus			(2)						(2)	(112)	(114)
Dividendes versés				(21)					(21)	(248)	(269)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (4)				(51)					(51)	(264)	(315)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (5)										71	71
Autres mouvements										(27)	(27)
Capitaux propres au 30/06/2011	150	218	(19)	47	(10)	212	1	50	649	6 232	6 881

(1) Jusqu'au 31 décembre 2010, la composante « Réévaluation de la quote-part des actifs et des passifs antérieurement détenus » était présentée distinctement au sein de cet état de synthèse. Elle est désormais fusionnée avec les réserves consolidées.

(2) Dont un impact négatif de 138 M€ correspondant à un remboursement de capital effectué sur la période au fonds d'investissement Whitehall consécutivement à la cession en 2009 de deux sites de promotions immobilières en Pologne.

(3) Dont 5 M€ liés au sous-groupe Franprix – Leader Price et 3 M€ liés au sous-groupe GPA suite à l'acquisition complémentaire de 3,3% du capital de Globex.

(4) L'incidence négative de 315 M€ dont 51 M€ présentés en capitaux propres part du groupe et 264 M€ en intérêts minoritaires résulte principalement de rachats d'intérêts minoritaires de la société Cdiscount pour 30 M€ (voir note 3.3) ainsi qu'au niveau du sous-groupe Franprix-Leader Price pour 13 M€ du renforcement du Groupe dans Casino pour 211 M€ (voir note 3.5) et à hauteur de 35 M€ à la suppression des intérêts minoritaires résultant des options de vente suite aux opérations de prises de contrôle réalisées au niveau du sous-groupe Franprix – Leader Price (voir note 3.2).

(5) L'impact de 71 M€ présent en intérêts minoritaires correspond essentiellement à l'apparition d'intérêts minoritaires consécutive aux prises de contrôle au sein du sous-groupe Franprix – Leader Price (voir note 3.2) et à la prise de participation complémentaire dans GPA (voir note 2.2) pour respectivement 38 M€ et 35 M€.

Annexe aux comptes consolidés

Période de six mois close au 30 juin 2011

(en millions d'euros)

Informations générales

Foncière Euris SA est une société anonyme de droit français et cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Foncière Euris ».

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2011 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales et co-entreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Ils ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes.

En date du 29 juillet 2011, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels du groupe Foncière Euris pour le semestre se terminant le 30 juin 2011.

Note 1 ■ Base de préparation des états financiers et méthodes comptables

1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Foncière Euris sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration et qui sont applicables au 30 juin 2011.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

1.2 Base de préparation

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2010.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont disponibles sur simple demande au siège social de la société situé au 83, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris 8^{ème}, ou sur le site internet www.fonciere-euris.fr.

1.3 Méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2010, après prise en compte ou, à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après.

1.3.1 Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2011

Les révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'exercice 2011 :

- IFRIC 19 – *Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres* ;
- Amendement IAS 32 – *Classement des émissions de droits* ;
- Amendement IFRIC 14 : – *Paiements d'avance d'exigences de financement minimal* ;
- IAS 24 révisée – *Information relative aux parties liées* ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (6 mai 2010).

Ces nouveaux textes publiés par l'IASB n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe

1.3.2 Textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2011 et non encore endossés par l'Union européenne

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous, sont d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2011 :

- Amendement IAS 1 – *Présentation des états financiers* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- Amendement IAS 12 – *Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2012) ;
- Amendement IFRS 7 « *Instruments financiers* » : *informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers* (applicable à compter du 1^{er} juillet 2011) ;
- Amendement IAS 19 – *Avantages du personnel : comptabilisation des régimes à prestations définies* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 9 – *Instruments financiers : classifications et évaluations* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 10 – *Etats financiers consolidés* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 11 – « *Accords conjoints* » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 12 – *Information à fournir sur les participations dans les autres entités* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IFRS 13 – *Evaluation de la juste valeur* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- IAS 28 révisée – *Participations dans les entreprises associées et co-entreprises* (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou interprétations par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes, notamment ceux relatifs à la norme IFRS 11 qui supprime la consolidation par intégration proportionnelle des co-entreprises.

L'application d'IFRS 11 entraînerait la décomptabilisation de la quote-part des actifs (y compris le goodwill) et des passifs de la totalité des entités en contrôle conjoint du Groupe (dont parmi les plus significatives GPA et Monoprix) puis leur comptabilisation en mise en équivalence. En termes de compte de résultat, une quote-part de résultat serait présentée sur la ligne « quote-part de résultat net des entreprises associées » en remplacement des produits et des charges présentés en détail à hauteur du pourcentage d'intégration de chaque entité en co-contrôle.

Les principales co-entreprises du Groupe sont GPA (37,1%) et Monoprix (50%). Les comptes résumés des sociétés intégrées proportionnellement se présentent ainsi (dont GPA et Monoprix) :

(en millions d'euros, pour la quote part détenue)	30 juin 2011			31 décembre 2010		
	Total	Dont GPA	Dont Monoprix	Total	Dont GPA	Dont Monoprix
Quote-part détenue		(1)	50,00%		33,70%	50,00%
Chiffre d'affaires	5 144	3 314	978	8 103	4 633	1 916
Résultat net part du Groupe	82	26	38	230	112	88
Actifs non courants	4 310	2 596	1 113	4 078	2 358	1 111
Actifs courants	3 776	2 649	310	3 518	2 344	329
Total actifs	8 086	5 245	1 423	7 596	4 702	1 440
Situation nette	3 144	1 908	586	3 104	1 840	611
Passifs non courants	1 361	1 143	112	1 073	852	113
Passifs courants	3 581	2 194	725	3 419	2 010	716
Total passifs	8 086	5 245	1 423	7 596	4 702	1 440

(1) 34,24% correspondant au pourcentage moyen d'intérêt sur la période pour le chiffre d'affaires et le résultat net et 37,1% correspondant au pourcentage d'intérêt au 30 juin 2011 pour les postes bilanciaux.

Ces deux co-entreprises font l'objet d'option d'achat et de vente telles que précisées dans la note III de l'annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2010.

Concernant GPA, le Groupe a accordé à la famille Diniz, partenaire avec laquelle est exercé le co-contrôle de GPA au Brésil, deux options de vente portant sur les titres du holding de contrôle Wilkes et correspondant à 0,4% et 7,6% du capital de GPA. L'exercice de la première option pourra intervenir à partir de juin 2012 si, comme il en a la possibilité à cette date, le Groupe nomme le président du Conseil d'Administration du holding de contrôle Wilkes ; la seconde, conditionnelle à la première, sera exerçable pendant une période de huit années à compter de juin 2014. Si Casino exerce son droit de nommer le président de Wilkes et n'obtient pas plus de 50% des actions ordinaires dans un délai de 60 jours, Casino dispose d'une option d'achat pour acquérir une action Wilkes au prix de 1 réal lui conférant la majorité absolue dans Wilkes. A partir de la date à laquelle Casino nomme le Président du Conseil d'Administration, les règles de gouvernance et plus particulièrement les droits de veto organisant le co-contrôle actuel de Wilkes deviennent caducs.

Ainsi, jusqu'en juin 2012 la société GPA à travers le holding de contrôle Wilkes est détenue conjointement par la famille Diniz et le groupe Casino. A compter de juin 2012, le Groupe aura la possibilité de prendre le contrôle exclusif de Wilkes et donc de GPA ; sur cette base, le groupe GPA sera consolidé à compter de cette date par intégration globale dans les comptes du groupe Casino.

Les récents événements décrits à la note 2.2 ne remettent en cause ni le co-contrôle actuel, ni les accords d'options d'achat et de vente qui peuvent prendre effet à compter de juin 2012.

Concernant Monoprix, le Groupe possède une option d'achat portant sur 10% du capital de cette société, exerçable à compter du 1^{er} janvier 2012 jusqu'en 2028, qui lui donne la possibilité de prendre le contrôle de cette entité. Sur cette base, le groupe Monoprix sera consolidé par intégration globale dans les comptes du Groupe étant entendu que, conformément aux règles en vigueur, l'Autorité de la Concurrence sera saisie de l'opération lors de l'exercice de l'option.

Le traitement comptable de l'éventuelle intégration globale de GPA ou de Monoprix dans les comptes consolidés serait réalisé selon la démarche suivante :

- consolidation du compte de résultat à 100% de la société, avec partage du résultat entre la part du Groupe et les intérêts minoritaires,
- consolidation de l'ensemble des actifs et des passifs à 100% de la société, avec option de reconnaissance du goodwill complet,
- mise à la juste valeur de la participation antérieurement détenue de la société par le Groupe par le résultat de l'exercice,
- annulation au passif du bilan des intérêts minoritaires « puttés » et reconnaissance d'une dette financière ; la variation ultérieure de la dette de put trouvera sa contrepartie dans les capitaux propres.

1.4 Utilisation d'estimations et jugements

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la direction, l'utilisation d'estimations, de jugements et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations figurant dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2010.

Note 2 ■ Faits marquants

2.1 Evolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions de périmètre au cours du 1^{er} semestre 2011 sont :

Principales entrées – sorties de périmètre :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Opération	Méthode de consolidation *
Activités de Carrefour Thaïlande (1)	Distribution	Thaïlande	Prise de contrôle	IG
Sous-groupe Franprix – Leader Price (2)	Distribution	France	Prise de contrôle	IG
Sous-groupe Distribution Casino France (3)	Distribution	France	Prise de contrôle	IG
Sous-groupe Actifs Magasins (4)	Immobilier	France	Prise de contrôle	IG

(1) Voir note 3.1

(2) Voir note 3.2

(3) Acquisition d'hypermarchés et supermarchés aux groupes Deprez et JEKK pour un montant respectif de 24 et 18 M€ faisant ressortir un goodwill de 14 M€ et 18 M€

(4) Acquisition d'un hypermarché au groupe Bazeilles pour un montant de 27 M€ faisant ressortir un goodwill de 3 M€

Principales variations de pourcentage de détention sans modification de la méthode de consolidation :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Variation du % de détention	Méthode de consolidation
Casino (1)	distribution	France	2,63%	IG
Cdiscount (2)	e-commerce	France	16,56%	IG
GPA (3)	distribution	Brésil	3,40%	IP

(1) Voir note 3.5

(2) Voir note 3.3

(3) Correspond à l'acquisition de 3,44% du capital de GPA (voir note 2.2), à l'effet de la rémunération en actions préférentielles de l'économie d'impôt inhérente à l'amortissement du goodwill dans les comptes de GPA ayant eu un impact positif sur le pourcentage de détention de 0,07% compensé à hauteur de 0,1% par la dilution résultant de l'exercice de stock-options chez GPA.

* Consolidation : par intégration globale IG – par intégration proportionnelle IP – par mise en équivalence ME

2.2 Autres faits marquants

▪ Litige avec la famille Baud

Le Tribunal arbitral, appelé à se prononcer définitivement dans le contentieux Franprix-Leader Price qui oppose le groupe Casino à la famille Baud relatif aux dommages-intérêts correspondant aux dividendes et aux intérêts de retard, a rendu sa décision le 4 février 2011. Il a

rejeté la demande de la famille Baud de paiement de dividendes au titre des exercices 2006-2007 et de l'indemnité complémentaire au titre de leur situation fiscale à l'étranger en raison des anomalies et irrégularités constatées dans les comptes. Conformément à la décision du Tribunal, Casino a versé au cours du semestre 34 M€ correspondant à une indemnité compensatrice au titre des dividendes 2008 pour 28 M€ et à un complément de prix de cession des titres Franprix et Leader Price précédemment acquis par Casino pour 6 M€. L'ensemble des incidences de ce jugement a été pris en compte dans les états financiers consolidés 2010, à l'exception du paiement effectué au cours du semestre.

▪ Opération d'échange obligataire 2011

Le 18 mai 2011, le Groupe a procédé dans le cadre de son programme EMTN à une nouvelle émission obligataire de 850 M€ d'une maturité de 10 ans avec un coupon annuel de 4,726%. A ce titre, 300 M€ des obligations venant à échéance en février 2012 (coupon de 6,00%), avril 2013 (coupon de 6,375%) et avril 2014 (coupon de 4,875%) ont été échangés. Cette émission a également permis de lever 530 M€ de ressources complémentaires.

Le traitement comptable de cette opération est décrit à la note 13.1.

▪ Augmentation de la participation dans GPA

L'assemblée générale de GPA a approuvé le 31 mars 2011 l'émission au profit de Casino de 1,4 million d'actions préférentielles au cours de 62,43 réais par action (soit un montant équivalent à 85 millions de réais ou 36 M€). Cette émission, rémunérant l'économie d'impôt généré par l'amortissement d'une partie du goodwill d'acquisition lié à GPA, a été finalisée en mai après l'exercice des droits de préemption des actionnaires de GPA. Casino a ainsi reçu 626 360 actions portant son pourcentage de détention à 33,7% et 45 millions de réais en numéraire. Ce pourcentage de 33,7% intègre également l'effet dilutif de stock options exercées au cours de la période. Cette opération a généré un résultat de relation de 22 M€ présenté en "Autres produits opérationnels".

Au cours du mois de juin, le groupe Casino a acquis 9 millions d'actions préférentielles (soit 3,4% du capital de GPA), pour un montant de 382 M\$ (soit 263 M€), portant sa participation à 37,1% du capital de GPA.

Postérieurement au 30 juin 2011, le Groupe a acquis 15,8 millions d'actions préférentielles complémentaires (soit 6,1% du capital de GPA), pour un montant de 792 M\$ (soit 547 M€), portant sa participation à 43,2% du capital de GPA.

De par les accords avec la famille Diniz et le pacte d'actionnaires qui organisent le co-contrôle du holding Wilkes, la société GPA reste consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

▪ Situation du groupe GPA

A partir de fin mai 2011, les presses brésilienne et française faisaient état de négociations en cours entre le groupe Diniz (partenaire brésilien de Casino), le groupe Carrefour et Gama 2 SPE Empreendimentos e Participações (« Gama »), véhicule d'investissement financier détenu à 100% par un fonds géré par BTG Pactual et devant être capitalisé par la Banque Nationale Brésilienne de Développement (BNDES). En violation des accords d'actionnaires conclus en 2006 entre la famille Diniz et Casino, au sein de leur société commune Wilkes, le projet prévoyait, sans qu'il n'y ait au préalable, ni concertation, ni accord entre les deux actionnaires, une fusion des actifs brésiliens de Carrefour avec ceux de GPA dans une société commune détenue à parité, Gama devenant un actionnaire de référence de Carrefour.

Dans ce contexte, Casino a saisi le 30 mai et le 1^{er} juillet 2011 la Chambre de Commerce Internationale de deux procédures d'arbitrage à l'encontre du groupe Diniz sollicitant le respect et la bonne exécution du pacte entre actionnaires du 27 novembre 2006 relatif à leur société commune Wilkes, laquelle contrôle la société brésilienne GPA.

Le Conseil d'Administration de Casino Guichard-Perrachon s'est ensuite réuni le 12 juillet 2011 en vue d'examiner les termes de la proposition financière projetée par le groupe Diniz, le groupe Carrefour et Gama rendue publique le 28 juin 2011. A l'issue de ses travaux, le Conseil d'Administration a constaté à l'unanimité, à l'exception de Monsieur Abilio Diniz qui n'a pas participé au vote, que le projet est contraire aux intérêts de GPA, de l'ensemble de ses actionnaires et de Casino.

Le 13 juillet 2011, le groupe Casino a pris acte du retrait par Monsieur Abilio Diniz, BTG Pactual et Carrefour de leur projet.

Ces événements n'ont pas été de nature à modifier le contrôle de GPA, qui continue à être exercé par Wilkes, selon les dispositions prévues à la fois par le pacte d'actionnaires de Wilkes, daté du 27 novembre 2006, et par celui de GPA, daté du 20 décembre 2006 (voir note 1.3.2).

▪ Cession à Exito de ses participations dans Disco et Devoto

Le 29 juin 2011, Exito s'est porté acquéreur des participations du groupe Casino dans Disco et Devoto (filiales uruguayennes contrôlées de manière conjointe pour Disco et de manière exclusive pour Devoto) pour une valeur totale de 746 M\$ (520 M€). Exito a annoncé dans le même temps son intention de lancer une augmentation de capital en Colombie d'un montant maximum de 1,4 Md US\$.

Les opérations d'acquisition et d'augmentation de capital ont été autorisées dans leurs principes au cours de l'assemblée générale d'Exito du 6 juillet 2011. Le groupe Casino, qui détient au 30 juin 2011 54,8% d'Exito, prévoit de souscrire à l'augmentation de capital à hauteur de sa quote-part, maintenant ainsi sa participation de contrôle dans la société. La finalisation de l'acquisition est désormais attendue dans le courant du second semestre après la réalisation de conditions suspensives usuelles en la matière et le placement des actions Exito sur le marché.

Cette opération sera traitée dans les comptes du second semestre 2011.

▪ Paiement du dividende Rallye en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Rallye du 4 mai 2011 a décidé le versement d'un dividende de 1,83 € par action au titre de l'exercice 2010, stable par rapport au dividende 2009. Un acompte de 0,80 € par action a été mis en paiement le 7 octobre 2010, le solde s'élevant ainsi à 1,03 €. Il a été décidé que ce solde pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société. 87,07% des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions.

Cette opération permet à Rallye de renforcer ses fonds propres de 39 M€ par la création de 1 321 416 actions nouvelles (2,9% du capital), portant jouissance au 1^{er} janvier 2011 et assimilées aux actions en circulation de la société.

Foncière Euris s'est associée à cette opération en optant pour le paiement en actions.

Note 3 ■ Opérations de périmètre

3.1 Acquisition des activités de Carrefour en Thaïlande

L'accord signé en novembre 2010 avec Carrefour s'est concrétisé le 7 janvier 2011 par l'achat des activités de Carrefour Thaïlande à travers la filiale Big C Thaïlande. Cette acquisition, qui porte sur un portefeuille de 42 magasins (dont 34 hypermarchés) et 37 galeries marchandes permet à Big C Thaïlande d'étoffer sa présence géographique notamment dans la région de Bangkok, d'élargir son panel client et de mettre en œuvre des synergies en appliquant aux activités de Carrefour le modèle d'exploitation de Big C Thaïlande.

L'acquisition des magasins et galeries marchandes s'est réalisée suite à l'achat de 100% des titres des sociétés CenCar Limited, Nava Nakarintr Limited, and SSCP (Thailand) Limited pour un montant de 851 M€ (34 milliards de baths). Le contrat prévoyait également le règlement d'une dette financière de 150 M€ (5,9 milliards de baths) portée par la société Nava Nakarintr Limited et SSCP (Thailand) Limited.

Cette acquisition a été financée par la souscription d'un emprunt d'un montant nominal de 38,5 milliards de baths (981 M€) et d'une durée d'un an avec une possibilité d'extension de six mois grâce une option de renouvellement.

La contribution des activités de Carrefour Thaïlande au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du Groupe pour la période du 7 janvier au 30 juin 2011 est respectivement de 381 et 12 M€. Au regard de la date d'acquisition, il n'y aurait pas eu de différence significative sur ces deux agrégats si les activités de Carrefour Thaïlande avaient été acquises à compter du 1^{er} janvier 2011.

Les coûts directs liés à cette acquisition se sont élevés à 19 M€ dont 10 M€ comptabilisés en charge en 2010.

Juste valeur des actifs et passifs identifiables

A la date de prise de contrôle, la juste valeur des actifs et passifs identifiables des activités de Carrefour Thaïlande dans les comptes de Big C Thaïlande, déterminée provisoirement par des experts indépendants, se résume comme suit :

(en millions d'euros)	Valeur comptable à la date d'acquisition	Ajustements de juste valeur	Juste valeur au 7 janvier 2011
Actifs non courants	299	93	392
Actifs d'impôts différés	5	7	11
Stocks	50	-	50
Créances clients	9	-	9
Autres actifs courants	9	1	10
Trésorerie et équivalents de trésorerie	75	-	75
Actifs	447	101	547
Provisions	1	20	21
Fournisseurs	128	-	128
Autres dettes courantes	30	-	30
Passifs d'impôts différés	-	32	32
Passifs	160	53	212
Actifs et passifs identifiables, nets (A)	(A)		335
Juste valeur de la contrepartie transférée pour la prise de contrôle de Carrefour Thaïlande	(B)		1 018
Prix d'acquisition			851
Couverture de change liée au prix d'acquisition			16
Remboursement d'une dette financière			151
Goodwill au taux de change du 7 janvier 2011	(B-A)		683

Cette évaluation provisoire peut être amenée à évoluer dans le délai de douze mois à compter du 7 janvier 2011. Les principaux ajustements de juste valeur ont porté sur les actifs immobiliers (101 M€) sur la base du rapport provisoire d'un expert immobilier ainsi que sur la comptabilisation de passifs et de passifs éventuels à hauteur de 20 M€. Concernant les passifs, une demande potentielle d'indemnités au titre de la garantie de passif sera considérée au second semestre. Les impôts différés liés à ces ajustements s'élèvent à -26 M€.

Le goodwill est principalement attribuable aux synergies attendues avec Big C Thaïlande.

Le prix d'acquisition est soumis à une clause d'ajustement de prix basé sur les comptes définitifs des entités acquises au 31 décembre 2010. Cet ajustement est en cours de discussion avec le vendeur et n'est pas considéré comme significatif.

3.2 Opérations du sous-groupe Franprix-Leader price

Le 1er février 2011, Franprix – Leader Price a pris le contrôle exclusif de trois sous-groupes en France (Sarjel, Pro Distribution et Distri Sud-Ouest) dans lesquels il possédait déjà une participation minoritaire.

Les deux premières prises de contrôle ont été réalisées en acquérant un complément de 11% du capital de ces deux groupes, ce qui porte leur pourcentage de détention à 60%. Les actionnaires minoritaires ont une option de vente sur leurs parts à horizon 2017 qui a été reconnue en dette financière pour un montant de 37 M€. La troisième prise de contrôle résulte de l'exercice par le vendeur d'une option de vente portant sur 50,9% de la société pour un montant de 95 M€ (portant la détention du Groupe à 100%).

En conséquence, ces sociétés précédemment comptabilisées en mise en équivalence sont désormais consolidées par intégration globale à compter de leur date d'acquisition. Ces opérations représentent l'acquisition globale de 285 magasins Franprix et Leader Price et ont généré la reconnaissance d'un goodwill de 552 M€ et d'un produit net de réévaluation des quotes-parts d'intérêt antérieurement détenues de 46 M€ (voir note 6). La contribution de ces magasins au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du Groupe pour la période du 1^{er} février au 30 juin 2011 est respectivement de 430 et 2 M€.

Le Groupe a pour objectif, par ailleurs, de céder le contrôle du groupe Distri Sud-Ouest dans la lignée de la stratégie d'expansion et de partenariats avec des franchisés de Franprix – Leader Price. Les critères de classification en actifs détenus en vue de la vente étant remplis, les actifs et passifs associés de ce groupe ont fait l'objet d'une reclassification au bilan du 30 juin 2011 (voir note 11).

3.3 Rachat de la participation des frères Charle dans Cdiscount

Le 6 janvier 2011, le groupe Casino a racheté la participation résiduelle de 16,56% de Cdiscount aux frères Charle portant sa détention à 99,57% du capital. Conformément à IAS 27, ce rachat a été traité comme une transaction entre actionnaires et a impacté à la baisse les capitaux propres part du Groupe pour un montant de 30 M€

3.4 Acquisition de Casas Bahia

Le 9 novembre 2010, la filiale Globex Utilidades S.A. de GPA a pris le contrôle de la société Nova Casa Bahia SA (« NCB »), société portant les actifs opérationnels des activités de distribution de Casa Bahia Comercial Ltda (« Casas Bahia »), le premier distributeur non alimentaire au Brésil. L'évaluation des actifs et passifs de NCB à la juste valeur reste en cours et sera finalisée sur le second semestre 2011.

3.5 Renforcement au capital de Casino

Rallye a acquis fin avril/début mai 2011 2 897 280 actions Casino pour un montant de 212 M€ portant sa participation de 48,48% à 51,30% en capital et de 60,38% à 62,84% en droits de vote.

Note 4 ■ Information sectorielle

En application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs.

Les secteurs opérationnels du Groupe sont au nombre de trois :

- l'activité « Grande Distribution » qui correspond au groupe Casino,
- l'activité « Articles de Sport » qui concerne Groupe Go Sport et ses filiales,
- l'activité « Holdings et portefeuille d'investissements ».

La performance de chaque secteur est évaluée sur la base du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant (ROC).

1^{er} semestre 2011

(en millions d'euros)	Grande Distribution				Articles de sport		Holdings et portefeuille d'investissements		Activités poursuivies 1 ^{er} semestre 2011
	France	Amérique Latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Chiffre d'affaires externe	9 102	5 186	1 431	425	299	29	2	7	16 481
Résultat opérationnel courant	270	197	96	8	(13)	1	(12)	14	561

1^{er} semestre 2010

(en millions d'euros)	Grande Distribution				Articles de sport		Holdings et portefeuille d'investissements		Activités poursuivies 1 ^{er} semestre 2010
	France	Amérique Latine (1)	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Chiffre d'affaires externe	8 597	3 608	970	414	285	26	6	7	13 913
Résultat opérationnel courant	346	132	55	8	(12)	1	(9)	2	523

Les actifs non courants* par zone géographique se présentent ainsi :

(en millions d'euros)	Grande Distribution				Articles de sport		Holdings et portefeuille d'investissements		Total
	France	Amérique Latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Au 30 juin 2011	10 513	5 514	1 765	319	108	6	3	264	18 492
Au 31 décembre 2010	10 153	5 298	900	317	107	5	3	265	17 048

(*) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées ainsi que les charges constatées d'avance long terme

Note 5 ■ Informations sur le résultat opérationnel courant

5.1 Saisonnalité de l'activité

Les activités du Groupe présentent une légère saisonnalité, liée à une activité plus élevée sur le second semestre et plus particulièrement sur le mois de décembre.

5.2 Nature de charges par fonction

1^{er} semestre 2011

(En millions d'euros)	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1 ^{er} semestre 2011
Charges de personnel	(246)	(1 396)	(390)	(2 032)
Autres charges	(381)	(1 482)	(265)	(2 128)
Dotations aux amortissements	(19)	(292)	(59)	(370)
Total	(646)	(3 170)	(714)	(4 530)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

1^{er} semestre 2010

(en millions d'euros)	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1 ^{er} semestre 2010
Charges de personnel	(170)	(1 179)	(314)	(1 663)
Autres charges	(351)	(1 142)	(229)	(1 722)
Dotations aux amortissements	(15)	(264)	(58)	(337)
Total	(536)	(2 585)	(601)	(3 722)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

Note 6 ■ Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Total des Autres produits opérationnels	104	31
Total des Autres charges opérationnelles	(238)	(101)
	(134)	(70)
Détail par nature:		
Résultats de cessions d'actifs		18
- dont plus-value sur cession Franprix & Leader Price (1)		14
Autres produits et charges opérationnels	(134)	(88)
Pertes nettes de valeur des actifs	(18)	(18)
Provisions et charges pour restructurations (2)	(42)	(36)
Provisions et charges pour litiges et risques	(5)	(25)
Coûts d'intégration de Nova Casas Bahia et Carrefour Thaïlande	(22)	
Taxe sur le patrimoine (Colombie) (3)	(72)	
Résultat des prises ou pertes de contrôle (4)	35	(1)
Divers	(10)	(8)
Total autres produits et charges opérationnels	(134)	(70)

(1) Au 30 juin 2010, la plus-value de cession relative au sous-groupe Franprix – Leader Price porte sur un accord de partenariat entre sa filiale RLPI et Nougéin SA consistant en la création d'une nouvelle société Leader Centre Gestion (« LCG ») dans laquelle les sociétés RLPI et Nougéin SA ont apporté des actifs. Les impacts de cette opération comprenaient le gain sur la part d'intérêt cédée ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée. Ainsi, cette opération a généré une plus-value de cession d'un montant de 14 M€

(2) Cette charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2011 concerne essentiellement les secteurs Casino France et Franprix-Leader Price à hauteur chacun de 18 M€ Au 1^{er} semestre 2010, elle portait principalement sur le plan de rationalisation du parc de magasins et d'entrepôts du secteur Casino France.

(3) Il s'agit d'une taxe sur le patrimoine déterminée sur les capitaux propres de la filiale Exito au 1er janvier 2011 qui est payable en huit semestrialités. La dette a été reconnue pour la valeur actualisée des paiements à effectuer sur les quatre prochaines années.

(4) Ce produit de 35 M€ enregistré au 30 juin 2011 résulte à hauteur de 48 M€ de la réévaluation des participations antérieurement détenues liées aux prises de contrôle réalisées par le sous-groupe Franprix-Leader Price en février 2011 (voir note 3.2) compensée à hauteur de 13 M€ de coûts de transaction.

Note 7 ■ Résultat financier

7.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	2	2
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	36	15
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	38	17
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture (1)	(366)	(273)
Charges financières de location-financement	(2)	(3)
Coût de l'endettement financier brut	(368)	(276)
Total du coût de l'endettement financier net	(330)	(259)

(1) L'augmentation entre 2011 et 2010 résulte des activités thaïlandaises et brésiliennes.

7.2 Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Produits financiers de participation	1	1
Gains de change (hors opérations de financement)	14	8
Produits d'actualisation et de désactualisation	15	1
Juste valeur du dérivé lié à l'opération TRS Exito (1)	29	
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture	19	1
Autres produits financiers	32	27
Autres produits financiers	110	38
Pertes de change (hors opérations de financement)	(44)	(10)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(11)	(4)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture	(8)	(9)
Autres charges financières (2)	(51)	(34)
Autres charges financières	(114)	(57)
Total autres produits et charges financiers	(4)	(19)

(1) Jusqu'au 31 décembre 2010, le Groupe enregistrait la juste valeur négative du TRS Exito en « Autres produits et charges opérationnels » et en provision pour risques ; la juste valeur positive n'était pas reconnue par mesure de prudence. Depuis cet arrêté semestriel, le Groupe a décidé d'appliquer le traitement comptable des dérivés en juste valeur par résultat au TRS Exito ; ce changement a conduit à reconnaître une valeur positive de 29 M€ en « Autres produits et charges financiers » et en dérivés actifs hors couverture.

(2) Au 30 juin 2011, ce poste inclus 17 M€ de charges relatives aux lignes de crédit non utilisées, au 30 juin 2010 ces charges figuraient dans le coût de l'endettement financier pour 15 M€

Note 8 ■ Charge d'impôt

La charge d'impôt s'élève à 53 M€ contre 109 M€ au titre du 1^{er} semestre de l'exercice précédent ; mais il convient d'observer que le 1^{er} semestre 2011 comprend une taxe sur le patrimoine de la filiale colombienne Exito (-72 M€) enregistrée en « Autres charges opérationnelles » (voir note 6).

Note 9 ■ Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement

Goodwill : La progression des goodwill de 1 026 M€ par rapport au 31 décembre 2010 s'explique essentiellement par l'acquisition des activités de Carrefour en Thaïlande par notre filiale Big C (voir note 3.1), des acquisitions des sociétés Sarjel et Pro Distribution par Franprix – Leader Price, de l'augmentation de la participation dans GPA (voir note 2.2) pour respectivement 628 M€, 219 M€ et 182 M€. La variation des cours de change impacte les goodwill à la baisse pour un montant global de 68 M€ portant principalement sur les devises thaïlandaise et brésilienne.

Acquisitions et autres variations : Au cours du premier semestre 2011, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 511 M€ contre 364 M€ lors de la même période en 2010.

Dépréciations : Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2011 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Certaines Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentaient des indicateurs de perte de valeur et des tests de dépréciation ont par conséquent été effectués.

S'agissant des goodwill, la mise-à-jour des tests n'a pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2011. L'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable issu des tests annuels 2010 des regroupements d'UGT concernés reste suffisant pour justifier l'absence de tout risque de dépréciation même en réduisant les principales hypothèses retenues dans la détermination de la valeur d'utilité. Il est rappelé que le Groupe procède à un test de dépréciation des goodwill chaque année au 31 décembre, après l'approbation par la Direction des plans moyens termes. Concernant les autres actifs immobilisés, la mise à jour des tests de dépréciation n'a pas non plus donné lieu à la constatation de perte de valeur significative au 30 juin 2011.

Note 10 ■ Trésorerie nette

L'agrégat « Trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Equivalents de trésorerie	1 325	2 119
Disponibilités	1 017	1 319
Trésorerie brute	2 342	3 438
Concours bancaires courants	(677)	(341)
Trésorerie nette	1 665	3 097

Le poste « Trésorerie » inclut à hauteur de 166 M€ la trésorerie reçue au titre de mobilisations de créances satisfaisant aux critères de décomptabilisation d'actifs financiers d'IAS 39, contre 187 M€ au 31 décembre 2010.

Note 11 ■ Actifs détenus en vue de la vente et passifs associés

Les actifs détenus en vue de la vente se décomposent ainsi :

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Actifs immobiliers de Franprix - Leader Price (1)	449	1
Actifs immobiliers Mercialys	59	
Actifs immobiliers - Centres commerciaux	33	48
Divers	5	
Actifs détenus en vue de la vente	546	49
Passifs rattachés à des actifs détenus en vue de la vente (1)	254	

(1) Correspond au groupe Distri Sud-Ouest destiné à être cédé.

Note 12 ■ Capitaux propres

12.1 Capital social

Le capital social s'élève à 150 M€. Il est composé de 9 976 594 actions de 15 € de valeur nominale.

12.2 Distribution de dividendes

L'assemblée générale des actionnaires du 5 mai 2011 a décidé une distribution de dividendes de 2,15 € par action. La mise en paiement du dividende au titre de l'exercice 2010 est intervenue le 27 juillet 2011.

La distribution du dividende comptabilisée en réduction des capitaux propres s'élève à 21 M€ au 1^{er} semestre 2011.

Note 13 ■ Emprunts, dettes et passifs financiers

13.1 Composition de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2011			31/12/2010		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires	6 451	1 247	7 698	6 340	853	7 193
Autres dettes financières	2 152	2 939	5 091	2 238	1 525	3 763
Contrats de crédit bail	56	41	97	63	43	106
Dettes liées à des puts sur intérêts minoritaires	69	41	110	1	57	58
Instruments financiers dérivés passifs	37	107	144	61	119	180
Total passifs financiers	8 765	4 375	13 140	8 703	2 597	11 300
Instruments financiers dérivés actifs (1)	(71)	(75)	(146)	(154)	(123)	(277)
Créance rattachée à la cession de Cativen (Venezuela)	(80)	(187)	(267)	(83)	(299)	(382)
Titres de placement et assimilés (1)		(169)	(169)		(188)	(188)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		(2 342)	(2 342)		(3 438)	(3 438)
Total actifs financiers	(151)	(2 773)	(2 924)	(237)	(4 048)	(4 285)
Endettement financier net	8 614	1 602	10 216	8 466	(1 451)	7 015

(1) Les actifs financiers de couverture courants et les titres de placement et assimilés sont regroupés dans le poste « Autres actifs financiers ».

L'augmentation de 1 840 M€ des dettes financières brutes sur le semestre résulte essentiellement des opérations suivantes au niveau du groupe Casino :

- souscription de nouveaux emprunts à hauteur de 2 650 M€ dont ceux liés (1) à l'échange obligataire de Casino générant une ressource complémentaire de 530 M€ (voir ci-dessous), (2) à l'acquisition des activités thaïlandaises de Carrefour (981 M€), (3) aux acquisitions complémentaires de GPA (254 M€) et (4) à l'émission de billets de trésorerie par Casino, Guichard-Perrachon (242 M€). Le solde du mouvement provient de nouveaux emprunts et découverts bancaires au sein des filiales (notamment GPA et Franprix – Leader Price) ;
- remboursement d'emprunts à hauteur de 959 M€ dont principalement GPA, Franprix – Leader Price, Exito et Casino Guichard-Perrachon ;
- nouvelles dettes de 52 M€ liées aux engagements de rachat de minoritaires en relation essentiellement avec les opérations de Franprix – Leader Price décrites en note 3.2 ;
- variation de périmètre à hauteur de +230 M€ dont principalement les transactions réalisées au sein de Franprix – Leader Price.

Au cours du 1^{er} semestre 2011 le Groupe a procédé notamment à l'opération suivante :

■ Opération d'échange obligataire Casino

Le 18 mai 2011, le Groupe a procédé dans le cadre de son programme EMTN à une nouvelle émission obligataire de 850 M€ d'une maturité de 10 ans avec un coupon annuel de 4,726% (voir note 2.2). A cette occasion, 300 M€ des obligations venant à échéance en février 2012 (coupon de 6,00%), avril 2013 (coupon de 6,375%) et avril 2014 (coupon de 4,875%) ont été échangés. Cette émission a également permis de lever 530 M€ de ressources complémentaires.

Le nouvel emprunt obligataire est à échéance 2021 et a un taux d'intérêt effectif de 5,13 %.

En l'application de la norme IAS 39 portant sur la décomptabilisation d'un passif financier, cette opération a été traitée comme un prolongement de dettes financières en raison du fait que les modifications des termes contractuels n'ont pas été considérées comme substantielles. L'impact de l'échange d'obligations constitue un ajustement de la valeur comptable de l'emprunt obligataire 2021 et est amorti actuariellement sur la durée résiduelle du passif ainsi modifié. Ce traitement comptable s'applique également aux primes, frais d'émission non amortis et attachés aux lignes obligataires échangées et tous les coûts supportés au titre de l'échange (commissions, frais,

prime d'échange) s'amortiront jusqu'en 2021. De même, l'incidence du déboucement des couvertures attachées aux dettes initiales est amortie sur la durée de la nouvelle dette.

Ce nouvel emprunt obligataire contient des clauses d'engagement et de défaut habituelles de ce type de contrat : maintien de l'emprunt à son rang ("pari passu"), limitation des sûretés attribuées aux autres prêteurs ("negative pledge") et défaut croisé. Il comporte également une clause de remboursement anticipé en cas de dégradation en « non-investment grade » de la notation de la dette senior long terme de Casino, Guichard-Perrachon consécutive à un changement d'actionnaire majoritaire de Casino, Guichard-Perrachon ainsi qu'une clause de « coupon step-up » augmentant le taux d'intérêt de 125bp en cas de dégradation en « non-investment grade » de la notation de la dette senior long terme de Casino, Guichard-Perrachon.

13.2 Echancier de paiement des passifs financiers

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 30/06/2011	Inférieure à un an	De un à cinq ans	Supérieure à cinq ans	Valeur au bilan au 31/12/2010
Emprunts obligataires	7 698	1 247	3 731	2 720	7 193
Autres dettes financières	5 091	2 939	2 082	70	3 763
Contrats de crédit-bail	97	41	50	6	106
Instruments financiers dérivés passifs	144	107	16	21	180
Dettes liées à des puts sur intérêts minoritaires	110	41	69		58
Passifs financiers	13 140	4 375	5 948	2 817	11 300
Dettes fournisseurs	4 640	4 640			4 993
Autres dettes	4 098	3 736	362		3 661
Total	21 878	12 751	6 310	2 817	19 954

Note 14 ■ Passifs et actifs éventuels

▪ Litige relatif à la société Geimex

Concernant la société Geimex, propriétaire de la marque Leader Price à l'international, et détenue à 50 % par le groupe Casino et à 50 % par la famille Baud, il est rappelé que les litiges entre les deux actionnaires, tels que décrits dans la note III de l'annexe aux comptes consolidés 2010, perdurent. Aucune évolution significative n'est intervenue sur le semestre, l'instance arbitrale se poursuit et la sentence devrait être rendue au 1^{er} semestre 2012.

▪ Sinistre thaïlandais

Lors des évènements du 2^{ème} trimestre 2010 qui se sont déroulés à Bangkok, la filiale Big C Thaïlande a subi des pertes résultant de la destruction totale ou partielle d'un certain nombre d'actifs et de pertes d'exploitation pour une valeur totale depuis le début du sinistre d'environ 24 M€ au 30 juin 2011 dont 6 M€ au cours du semestre écoulé. Les dommages aux biens, les pertes d'exploitation et les frais sont couverts par des assurances. Les experts liés à la principale police d'assurance couvrant 70% du sinistre ont finalisé le chiffrage de la partie dommages aux biens qui s'élève à environ 29 M€.

Au cours du semestre écoulé, le groupe Casino a comptabilisé une indemnité à recevoir des assurances de 12 M€ dont 9 M€ au titre des dommages aux biens et 3 M€ au titre de pertes d'exploitation. Au 30 juin 2011, la créance envers les assurances s'élève à 16 M€. Une indemnité d'environ 9 M€ relative à la police secondaire n'a pas encore été reconnue dans les comptes dans la mesure où les experts de cet assureur viennent de débiter leur évaluation.

▪ Litiges avec l'administration fiscale

Le Groupe Casino a fait l'objet de redressements fiscaux portant sur l'exercice 1998 concernant d'une part la récupération de déficits fiscaux jugée abusive par l'administration fiscale, et d'autre part la déductibilité d'une provision pour dépréciation d'immobilisations. Pour le second chef de redressement, le pourvoi devant le Conseil d'Etat a été rejeté en mai 2011. La perte de valeur relative aux immobilisations étant avérée, le Groupe Casino est confiant dans sa capacité à justifier sa déductibilité. L'intérêt du litige non provisionné est de 7 M€

Note 15 ■ Parties liées

La société Foncière Euris est contrôlée par la société Finatis, elle-même détenue par Euris. Au 30 juin 2011, le groupe Finatis détient directement et indirectement 93,5 % du capital de Foncière Euris et 93,2 % des droits de vote.

Les relations avec les parties liées sont restées comparables à celles de l'exercice 2010 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

La principale opération du semestre, entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Foncière Euris et Finatis et ses filiales concerne le versement du dividende de l'exercice 2010 pour 21 M€

Foncière Euris bénéficie du conseil de son actionnaire majoritaire la société Euris, holding animatrice du Groupe, avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Note 16 ■ Evènements postérieurs à la clôture

Evènements autres que ceux concernant le Brésil mentionnés à la note 2.2 :

▪ Concrétisation de l'accord de partenariat entre Casino et Groupe Crédit Mutuel-CIC

Le 27 juillet 2010, le Groupe Casino a annoncé la signature d'un partenariat de long terme dans les produits et services financiers en France avec le Groupe Crédit Mutuel-CIC au travers de sa filiale Banque Groupe Casino (« BGC »).

Faisant suite à l'exercice de l'option d'achat dont Casino dispose sur la totalité des titres détenus par LaSer Cofinoga (soit une participation de 40%) et à l'application, le 7 juillet 2011, des accords signés entre les parties, le Groupe a pris le contrôle de BGC puis a cédé le même jour 50% de sa participation à Crédit Mutuel-CIC. Préalablement à la concrétisation de cette transaction, BGC a cédé à LaSer Cofinoga un portefeuille d'encours de crédit en contentieux ou en surendettement à sa valeur nette comptable de 132 M€

Cette opération a reçu l'approbation des autorités réglementaires compétentes le 4 juillet 2011. A l'issue de l'opération, BGC est détenue et co-contrôlée à hauteur de 50% chacun par Casino et Crédit Mutuel-CIC.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Foncière Euris, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2011

Les Commissaires aux Comptes

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Mohcine Benkirane

Pierre Bourgeois